



ESCLAVAGE SÉCULAIRE... AU XXI^e SIÈCLE

Mali, la révolte des esclaves

Par l' envoyé spécial de L'Express, Boris Thiolay, Bamako, 17/05/2013. Extraits

Dans un pays accablé de tant de maux, la tradition séculaire de l'esclavage, officiellement interdit, reste un fléau. Avec courage, une association lutte pour rendre la liberté à au moins 300 000 personnes et traîner leurs "maîtres" en justice. Un combat sans relâche.

Lentement, Intamat ag Ikadewan égrène l'identité de ses protégés : "Akadaye ag Abdullahi, sa soeur Tattché, Tamezanat et ses trois enfants..." Sur la feuille dépliée avec soin figurent ainsi 25 noms de famille. Une trentaine de personnes en tout. Cette liste est un raccourci poignant du destin d'Intamat ag Ikadewan, un homme de 55 ans, issu de la communauté bellah, c'est-à-dire les esclaves noirs de clans touareg du nord du Mali. Les noms cités sont ceux d'anciens captifs qu'il a libérés, à lui seul, depuis plus de trente-cinq ans, dans les régions de Menaka et de Gao. "J'allais en brousse, dans les campements nomades, avec des médicaments, en me faisant passer pour un infirmier, raconte-t-il. Après avoir salué le "maître", j'en profitais pour parler avec les Bellahs. Je leur proposais de les aider à s'enfuir avec moi, la nuit suivante. Chaque fois, je repartais avec une ou deux personnes..."

Chaque évasion est une odyssee de la peur. Une marche forcée de plusieurs jours, parfois de 100 kilomètres à travers la fournaise sahélienne, pour rejoindre Menaka ou Gao, villes où Intamat a des amis prêts à héberger les fugitifs. Le libérateur, petit agriculteur et éleveur de chèvres, a gardé des liens très forts avec ces derniers. Il a même épousé une femme qu'il a aidée à fuir, le 6 mars 2008. Aïchatou avait alors 22 ans. Dès l'âge de 7 ans, elle avait été arrachée à sa famille, avec ses trois frères, par un Touareg de rang noble de la tribu des Icherifen. Durant quinze années, elle s'est ensuite éreintée à puiser de l'eau pour les dromadaires, à les soigner, à faire la cuisine et le ménage pour ses "patrons" et leur progéniture. Sans avoir droit à autre chose que les restes des repas...

Depuis le printemps 2012, Intamat, Aïchatou et leurs enfants ont quitté le nord du Mali pour se réfugier dans une maisonnette de Kalaban Koro, un faubourg populaire de Bamako. Car, lors de l'occupation du Nord par des groupes djihadistes et rebelles touareg, Intamat a été menacé par quelques maîtres furieux d'avoir été ainsi "dépossédés". Lui, le fils d'esclaves libérés, a dû déguerpir en abandonnant ses biens. A Bamako, il vivote, reçoit un peu d'aide d'une association de lutte contre l'esclavage baptisée **Temedt**, mot tamacheq qui signifie "Fraternité". Grâce à elle, son épouse Aïchatou pourrait bientôt entamer une formation de teinturière. "Tant que la sécurité ne sera pas complètement rétablie dans la région de Menaka, il nous est impossible de rentrer chez nous, poursuit Intamat. En attendant, je reçois tous les jours des appels de Bellahs qui me demandent de les aider.

Au Mali, l'esclavage est un tabou absolu, un abcès qui ronge la société. A l'exception de quelques ethnies du Sud, il se pratique encore dans quasiment toutes les communautés. Les chiffres sont effarants. "Il y a au moins 300 000 esclaves à part entière dans le pays, assure Naffet Keïta, anthropologue à l'université de Bamako et directeur de l'ouvrage *L'Esclavage au Mali* (L'Harmattan, 2012). Mais, en incluant les descendants et les affranchis, méprisés en raison de leurs origines, la question concerne plus de 850 000 personnes, soit près de 7 % de la population (14,5 millions d'habitants)." Au terme de plusieurs mois d'enquête de terrain, Naffet Keïta est parvenu à esquisser une géographie régionale de l'ampleur du problème : de 30 à 35 % de la population autour de Tombouctou (nord du pays), 30 % à Mopti (centre), 20 % à Gao (nord-est), de 12 % à 15 % à Kayes (ouest)...

Ce phénomène, ancré depuis des siècles, est qualifié d'"*esclavage par ascendance*" : "La condition servile se transmet par la mère, poursuit l'anthropologue. Tout enfant né d'une femme esclave le sera à son tour, quel que soit le statut de son père." Ainsi, de génération en génération, ces enfants deviennent les serviteurs des descendants du maître. Ils sont leur propriété, à l'instar d'un animal ou d'un objet. Certes, ils sont assimilés culturellement - les Bellahs parlent tamacheq, la langue touareg ; les Harratines sont arabophones ; les Dyons connaissent le bambara... - et vivent auprès de leurs maîtres, mais ils n'ont aucun droit. "L'esclave ne possède rien, n'hérite de rien, reprend Intamat ag Ikadewan, le "sauveur" de Bellahs. Il ne peut pas se marier librement et ses enfants peuvent lui être pris à tout moment." Il y a aussi les brimades, les humiliations, les mauvais traitements. Sans compter les coups, parfois mortels, le droit de cuissage et les viols.

Face à cette réalité insoutenable, Intamat, le "Spartacus" touareg, a sonné, en lien avec **Temedt**, l'heure de la révolte des esclaves. Une fronde encore balbutiante, mais qui commence à rallier des partisans. Créée en 2006 par des militants et des notables originaires du Nord malien, l'association est à la pointe du combat, revendiquant aujourd'hui 38 000 membres. Dans ses antennes ouvertes à Gao, Kidal, Mopti, Ségou ou Sikasso, des correspondants locaux mènent des campagnes de sensibilisation auprès des esclaves, mais également des chefs traditionnels de différentes ethnies. Une tâche ardue. "Nous avons mis deux ans avant de simplement faire admettre aux autorités publiques l'existence du problème", explique Ibrahim ag Idbaltanat, le président, qui reçoit au siège de l'association, à Magnambougou, un quartier populaire de Bamako. "Nous devons aussi être prudents pour ne pas éveiller la suspicion des maîtres. Car le plus compliqué reste d'approcher les personnes réduites en esclavage."

En dépit de ces craintes, entre octobre 2011 et mars 2012, 22 personnes ont accepté de porter plainte auprès des tribunaux de Tombouctou, de Gao et de Menaka. Une première dans l'histoire du Mali. Leur demande, jugée recevable par la justice, a été soutenue par **Temedt** et des avocats locaux. Chaque dossier dont L'Express a eu connaissance révèle une vie bafouée, une litanie de souffrances venues d'un autre âge...

Le 22 mars, lors d'une conférence de presse organisée à Bamako, les responsables de **Temedt** ont réclamé l'adoption d'une loi criminalisant l'esclavage. Le ministre de la Justice, Malick Coulibaly, s'y est déclaré favorable. Les partisans d'une telle loi souhaitent également que les candidats à la prochaine élection présidentielle, prévue en juillet, se prononcent sur la question. "L'esclavage est officiellement interdit au Mali, relève Ibrahim ag Idbaltanat, le président de Temedt. Mais il est toujours omniprésent. Et tant que cette pratique n'est pas spécifiquement qualifiée de criminelle, on ne peut déposer plainte que pour "privation de liberté", "coups et blessures"... Ce que nous voulons, c'est combattre ce système organisé qui empêche une véritable démocratie de s'enraciner au Mali."

LES FEMMES ONT LE DROIT DE DIRE NON À L'EXCISION

Le mercredi 22 mai 2013, la militante éthiopienne Gebre Bogaletch - 'Boge' pour ses proches -, fondatrice de l'association *Kembatti Mentti Gezzima (KMG)*, recevait le Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique.

Gebre Bogaletch naît dans le courant des années 50 dans la région éthiopienne du Kembatta où les mutilations génitales féminines sont endémiques, l'enlèvement des futures mariées monnaie courante et la

condition des femmes inexistante. Pas d'accès à l'éducation, au processus de décision, ni même à une propre sexualité. Une condamnation à la soumission et l'illettrisme à laquelle ne peut se résoudre la jeune fille elle-même excisée, qui prétexte une mission au puits pour se rendre à l'école. Gebre Bogaletch apprend à lire, à écrire, décroche une bourse du gouvernement pour fréquenter la seule école pour filles de la capitale Addis Abeba, avant de poursuivre ses études en Israël et aux États-Unis.

De retour au pays, elle crée une association pour lutter contre la discrimination et les violences faites aux femmes, le *Kembatti Mentti Gezzima (KMG)*. C'est cet engagement qui est récompensé par la Fondation Roi Baudouin. Une reconnaissance importante, alors que trois millions de femmes et de filles subissent encore chaque année des mutilations génitales dans plus de 29 pays d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient, et que l'Unicef estime à 130 millions le nombre de femmes qui souffrent des conséquences de mutilations passées.

Encore quelques extraits de l'interview de Gebre Bogaletch :

- "Certaines familles pensent qu'il faut exciser pour des raisons de santé ou de propreté et que le bébé va mourir s'il touche le clitoris. Quelle que soit la culture, aucun parent au monde ne veut blesser ses enfants. Ceux qui ont pratiqué l'excision l'ont fait par soumission à la société en pensant qu'il s'agissait d'une obligation. Beaucoup de familles arrêtent d'exciser dès qu'on leur montre qu'il ne s'agit pas d'une pratique obligatoire et qu'elle est dommageable pour l'enfant."
- "KMG est active dans plus de 700 villages où nous n'avons jamais forcé qui que ce soit à renoncer à l'excision. Chaque cas est décidé au consensus. Tout le monde se rassemble, on lance une discussion et on partage le plus de situations possibles. C'est la mise en place d'un raisonnement mutuel qui engendre la prise de conscience."
- "Ce ne sont pas les hommes qui résistent le plus, mais les femmes. En supprimant l'excision, on enlève aux femmes le peu de responsabilité qu'on voulait bien leur accorder, la seule activité qui leur apportait une certaine reconnaissance au sein de la communauté: préparer leur fille au mariage. Les femmes ont été les premières à perpétuer cette tradition, poussées par les hommes. Si les futurs maris ne faisaient pas de l'excision une condition fondamentale pour se marier, cette pratique n'aurait jamais persisté. Ils ont réussi à convaincre les femmes d'exciser 'dans leur intérêt'."
- "Maintenant, ne pas 'être coupée' n'est plus une honte, c'est une fierté. Beaucoup de garçons préfèrent une fille qui n'a pas été excisée. Ces filles réussissent mieux à l'école, elles ont pris conscience de leurs capacités, de leurs compétences. La diminution de l'excision a créé une nouvelle conscience de la féminité et une identification très forte."

Interview réalisé par Valentin Dauchot, in La Libre Belgique du 22 mai 2013

LESSEN UIT ZWEDEN ?

Professor Bo Malmberg, van het departement Menselijke Aardrijkskunde aan de universiteit van Stockholm, heeft de laatste jaren de gewelddadige revoltes in verschillende gevoelige Zweedse voorsteden met een concentratie van inwijkelingen, van dichtbij gevolgd. Zijn diagnose is helder : hij aarzelt niet te spreken van 'apartheid'. "Ja, apartheid, want alle ingrediënten zijn aanwezig: een hoge graad van segregatie in het onderwijs en op socio-economisch gebied en een ware toestand van afzondering in het geheel van de samenleving." – "Een segregatie die al vroeg begint op school, waar de ouders van Zweedse oorsprong, meer bepaald de middenstand, hun kinderen naar scholen sturen waar geen inwijkelingen aanwezig zijn." Daar groeit de kloof tussen "wij en zij" en die wordt alsmaar dieper. De kinderen van die achtergestelde voorsteden mislukken vaak op school en haken dan af. Zij vinden dan ook geen plaats op de arbeidsmarkt en vormen zo " een ontgoochelde en gefrustreerde massa die zich terugplooit in een getto." En daar komen de herrieschoppers vandaan...

Als voornaamste maatregelen stelt hij voor meer te investeren in die achtergestelde wijken, waar de armoede groot is (en de laatste jaren is toegenomen) en er voor te zorgen dat de kinderen en jongeren meer kansen krijgen op school en langs die weg aan werk kunnen geraken.

Ik moest aan Brussel denken..., maar vergeet Amsterdam niet waar de segregatie in de scholen nog erger is. Daar spreekt men van 'zwarte scholen' als er meer dan 70 % immigrantenkinderen zijn...

Srebrenica

"Je m'agenouille et demande que la Serbie soit pardonnée pour le crime commis à Srebrenica." C'est dans ces termes que s'est exprimé le président serbe Tomislav Nikolic, en faisant allusion au massacre commis par les forces serbes à Srebrenica en juillet 1995. "Je présente mes excuses pour les crimes qui ont été commis au nom de notre État et de notre peuple par un quelconque individu issu de notre peuple", a-t-il poursuivi. La nouvelle a été diffusée sur la chaîne de télévision nationale bosniaque (BHT) le 7 mai. Déjà en fin mars 2010, le Parlement serbe avait adopté une résolution condamnant le massacre de Srebrenica. Il s'agissait de la première condamnation officielle du Parlement serbe. La présidente de l'Association des Mères de Srebrenica, Munira Subasic, a déclaré ne "pas être convaincue de la sincérité" des propos de M. Nikolic. Pour elle, le président aurait dû employer le mot génocide (ARCRE Bulletin n° 26)

Entomofagie

De FAO heeft besloten om het kweken van insecten op grote schaal aan te moedigen in de strijd tegen de honger in de ontwikkelingslanden. Volgens de VN-organisatie is de kweek rendabel en ecologisch. Twee miljard mensen wereldwijd consumeren al insecten (bepaalde regio's in Afrika, Azië en Latijns-Amerika). Insecten reproduceren zich snel en hebben een minimale impact op het milieu tijdens hun levenscyclus. Er is twee kilogram voeding nodig om één kilogram insecten te kweken, terwijl er voor één kilogram vlees acht kilogram voeding nodig is. De insecten gebruiken ook minder water en produceren minder broeikasgassen dan vee. Bovendien zijn insecten "voedzaam door hun hoog gehalte aan proteïnen, vetstoffen en mineralen" en "kunnen ze volledig geconsumeerd worden of vermalen worden tot poeder of pasta en kunnen ze toegevoegd worden aan andere voedingsmiddelen", menen de experts van de VN.

(De Standaard 13-05-2013)

Autorisation du port du voile pour les enseignantes de religion musulmane

Bruxelles, le 15 mai 2013 – *Muslims Rights Belgium* salue la décision claire et cohérente du Conseil d'Etat réaffirmant le droit légitime du port de signe confessionnel pour les enseignantes de religion musulmane.

Cet arrêt a une portée générale sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il vient mettre fin aux attitudes incohérentes, voire tendancieuses, de certains responsables d'établissement ou de pouvoirs organisateurs qui principe de neutralité, surtout vis-musulmane qui souhaitaient porter doit primer. Le Conseil va plus foulard, tant dans la classe que ainsi que « *tout signe vestimentaire, est inhérent à et n'est pas limité aux heures de cours et aux locaux auxquels ils sont affectés* ». Cette focalisation sur le foulard faisait perdre le sens des priorités : c'est la compétence qui doit être le critère de choix et non la visibilité d'une pratique vestimentaire.



interprétaient de façon abusive le à-vis des enseignantes de religion le foulard. C'est la liberté de choix qui loin puisqu'il autorise le port du dans l'établissement scolaire montrant *d'appartenance religieuse, y compris l'enseignement des religions reconnues*

www.arcre.org

Wapenhandelsverdrag eindelijk gestemd

Op 2 april 2013 heet de Algemene Vergadering van de VN met grote meerderheid van 154 lidstaten een wapenhandelsverdrag aangenomen in de vorm van resolutie 67/234: *General and complete disarmament*. Artikel 2 preciseert dat het gaat om alle conventionele wapens en bijbehorende munitie binnen de volgende categorieën: gevechtstanks, gepantserde gevechtsvoertuigen, groot kaliber van artillerie-

systemen, gevechtsvliegtuigen, gevechtshelikopters, oorlogsschepen, raketten en raketwerpers, kleine wapens en lichte wapens. Peter Woolcott die de slotconferentie voor *Arms Trade Treaty* voorzats prees in zijn slottoespraak ook uitdrukkelijk de civiele maatschappij voor de inspanningen die zij jarenlang leverde om tot het verdrag te komen.

Ludo De Brabander (Vrede vzw) is kritisch: "De ervaring met de Europese wapenexportregels leert ons dat strategische, economische of politieke belangen de wapenhandel zo goed als ongemoeid laten... Het Wapenhandelsverdrag is slechts een kleine stap vooruit in de richting van meer controle op de wapenexport, maar zal die zeker niet verminderen... Zolang wapens geproduceerd worden in bedrijven met grote zakenbelangen die traditioneel nauwe relaties onderhouden met hun overheden, blijft de wapenhandel floreren".

(bron: Pax Christi Vlaanderen. Koerier 2013/3. Op de site van Pax Christi kan u de tekst van het verdrag lezen mits de zoekfunctie "arms trade treaty").

Vêtements éthiques

Le 24 avril dernier, un immeuble abritant cinq ateliers de confection s'effondrait dans la banlieue de Dacca (Bangladesh). Ce drame a fait plus de 1100 morts. Depuis lors, les principales enseignes et marques de mode mondiales se sont engagées dans l'Accord sur la sécurité des bâtiments d'usine au Bangladesh. L'Accord couvre à l'heure actuelle plus de 1000 usines sur le 4500 que compte le Bangladesh.

Le 13 mai, H&M a enclenché le mouvement et le 15 mai à minuit, les principales entreprises européennes lui ont emboîté le pas. Les signataires sont H&M, Inditex, C&A, PVH, Tchibo, Tesco, Marks&Spencer, Primark, El Corte Inglés, Hess Natur, jbc, Mango, Carrefour, KiK, Helly, Hansen, G-Star, Aldi, New Look, Next, Mothercare, Loblaws, Sainsbury's, Benetton, N Brown Group, Stockmann, WE Group, Esprit, Rewe, Lidl, Switcher and Abercrombie&Fitch. L'enseigne belge jbc est la première entreprise belge à se joindre à l'accord. achACT (membre francophone belge de la *Clean Clothes Campaign*) entame une démarche systématique envers les autres entreprises belges susceptibles de se fournir au Bangladesh.

Deux grands absents américains: Walmart et Gap.

(La Libre Belgique)

Le 23 mai, le Parlement européen a adopté une résolution visant à augmenter la pression sur les entreprises vestimentaires qui se fournissent au Bangladesh.

Dictator veroordeeld voor genocide

José Efraín Ríos Montt (86), de gewezen dictator van Guatemala, is veroordeeld tot tachtig jaar cel wegens genocide en misdaden tegen de menselijkheid. De generaal wordt verantwoordelijk gehouden voor de moord op 1.771 leden van de Ixil, Maya-Indianen uit de westelijke hooglanden, door het leger van Guatemala tijdens zijn anderhalf jaar durende bewind van 1982 tot 1983.

Het is de eerste keer dat een ex-staatshoofd wordt veroordeeld voor volkerenmoord na een proces in eigen land. De generaal ontkent iedere betrokkenheid en overweegt in beroep te gaan. (De Standaard 13-5-2013)

Afrikaanse landen willen opstappen

Een aantal Afrikaanse landen zou van plan zijn om tijdens de Afrikaanse top te Addis Abeba te beslissen uit het Statuut van Rome te stappen, waardoor ze niet meer onder de jurisdictie van het Internationaal Strafhof vallen. Critici zeggen inderdaad dat het Strafhof Afrika viseert.

"Veel landen zien in het Hof een voortzetting van de koloniale heerschappij, die nog steeds het lot van Afrika wil bepalen", aldus een diplomaat. (dpa in De Standaard van 25 mei 2013)

"Les chiffres publiés par la FAO sont éloquentes: Toutes les cinq secondes, un enfant de moins de 10 ans meurt de faim, 57 000 personnes par jour, 900 millions de personnes qui sont sous-alimentées en permanence alors que selon ce même rapport, l'agriculture d'aujourd'hui pourrait nourrir 12 milliards d'êtres humains. Conclusion: pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il n'y a pas de manque objectif de nourriture, **un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné.**" Jean Ziegler, mai 2013

L'Europe, c'est nous

Les institutions européennes ont décidé de consacrer 2013 "**Année européenne des citoyens**".

"Cette notion de citoyenneté, il est bon de le souligner, n'est pas une chimère. C'est elle qui, inscrite il y a tout juste 20 ans dans le traité de Maastricht, garantit le droit de circuler, de séjourner, d'étudier et de travailler sur le territoire des Etats membres. C'est elle aussi qui permet aux Européens de s'exprimer librement, de saisir la Cour de Justice, de voter ou d'avoir un droit de regard sur le fonctionnement des institutions... Autant de privilèges qui sont encore loin d'aller de soi dans de nombreuses régions de notre petit monde."

Gilles Toussaint in La Libre Belgique du 2 mai 2013

VERANTWOORDELIJKE CONSUMENTEN

De consument onderschat nog te veel zijn eigen rol en impact. "Nochtans kan hij heel wat gewicht in de schaal werpen door bewust te kiezen voor ethische of duurzame producten. Want hoe groter de vraag naar eerlijke producten, hoe groter de druk op de producenten en hoe groter het aanbod zal worden. En wanneer de afzetmarkt voor bio- en fair trade-producten groeit, zal de prijs ervan afnemen.

Test Aankoop n° 575 – mei 2013

EVITONS LE GASPILLAGE

'A consommer de préférence avant le...'

= après cette date, l'aliment n'est pas forcément mauvais

'A consommer jusqu'au...'

= ne plus manger après cette date

(Ibidem)